
LES BIFFINS RÉCUPÉRATEURS VENDEURS, GUIDE INDIGÈNE DE LA VILLE

Proposition pour un guide des biffins	2
Quand les récupérateurs-vendeurs s'affirment biffins.....	3
La culture, c'est pas du superflu, c'est notre survie, notre vie !.....	6
La rue, c'est pas vide, c'est l'espace de tous !	9
Économie souterraine ? Non, économie populaire !.....	11
Pas sous-prolétaires, travailler les déchets, c'est un métier !	13



Proposition pour un guide des biffins

Bien avant que les villes existent, nous, les récupérateurs, étions là. Nous sommes les premiers indigènes. Nos rues marchandes participaient au rayonnement des cités et faisaient leur hospitalité. Aujourd'hui, c'est la marchandisation de l'espace public qui nous chasse comme elle chasse les pauvres et les migrants oubliant que c'est sa diversité et son accueil qui font la ville.

Nous sommes les travailleurs de vos rebuts, des objets délaissés dans vos poubelles, mais nous ne sommes pas nous-mêmes des rebuts de la société. Comme disait Coluche, « ce sont les métiers dits "sales" qui contribuent le plus à la propreté et dans les professions les plus "hautes" que se trouve le plus de saleté ». La ville « propre », la ville technicienne ne nous voit pas. Pourtant, nous n'avons pas attendu le concept « upcycling » (rien ne se perd, tout se transforme) pour être créatifs. L'écologie est à la mode et tout le monde reconnaît l'utilité de la récupération, les décideurs, eux, ne reconnaissent pas notre utilité. Dans le design du « Grand Paris », il n'y a pas de place pour les biffins.

Mais le chineur est bien content de trouver sur nos marchés la petite pièce qui manque et que l'industrie manufacturée ne produit plus, obligeant à racheter neuf. Les plus déshérités et même ceux qui ne le sont pas y trouvent l'opportunité de se vêtir pas cher et nous, par la même occasion, de subvenir à nos besoins. C'est notre slogan « achetez malin, achetez biffin » ! Dans la transaction se joue bien autre chose que la vente et l'achat d'un objet. Ces micro-mondes de quelques rues et places, c'est un « Tout-Monde », c'est la société dans sa multitude et dans ses enjeux tant socio-économiques que politiques.

Nous aimerions écrire un « guide indigène de la ville » qui est notre histoire, plutôt une partie de nos histoires, tant elles sont riches et variées. Celles des rencontres, des déambulations, de l'exploration et de la découverte qui constituent finalement la vie populaire avec ses ruses et ses astuces et que nous sommes fiers d'affirmer. Nous exposons aussi nos revendications, car nos cultures et nos droits font partie de ces biens immatériels de l'humanité. Et ce n'est pas pour rien que l'UNESCO les reconnaît comme patrimoine commun à défendre contre la logique financière qui rend l'humain superflu.

La rue populaire a toujours été porteuse de mouvements novateurs et émancipateurs, récupérés après-coup par l'industrie. C'est pour cela que notre liberté s'accommode mal du travail subordonné. Nous sommes ces dernières peuplades qui ne sont pas encore en réserve à l'heure où les camps et les murs resurgissent de partout. Mais n'ayez pas peur, ce que nous faisons n'a rien de sauvage. Ce qui pour vous s'apparente peut-être au désordre est pour nous l'expression même de la vie qui se régule en écosystème et dont les rues marchandes sont les artères. Nous invitons le long de ces pages à en éprouver les pulsations.

Quand les récupérateurs-vendeurs s'affirment biffins

Biffe, biffer, biffin, d'où ça vient ?

De « biffer » : rayer, écorcher, abîmer. Abîmés comme l'étaient les objets vendus par les chiffonniers.

Ou même d'avant : les biffins, comme on appelait les fantassins, les soldats d'infanterie aux uniformes rayés



(biffer : rayer) qui plus tard ont donné leur nom aux chiffonniers parce qu'ils portaient comme eux, dans leur dos, une hotte.

Ou bien c'est autre chose. Et biffin (biffer : barrer, annuler, détruire), c'était d'abord un mauvais nom, pas qu'une question de rayure, un nom mauvais qu'on donnait aux chiffonniers comme aux soldats d'infanterie, parce qu'ils étaient petits, petites gens sans valeur.

Ou bien, autre hypothèse, c'était un mauvais nom mais qu'on donnait aux chiffonniers les premiers, avant les fantassins. C'était d'abord la biffe : pierre faussement précieuse, et puis la biffe en général : objets, tissus, ferrailles de mauvaise qualité, et les biffins leurs vendeurs.

En tout les cas « biffin », c'est comme ça qu'on nommait, dans l'argot du XVIIIe siècle, les chiffonniers de Paris.

Petite histoire de la biffe

Les biffins, c'est comme ça qu'on appelait les chiffonniers, au XVIIIe ou au XIXe siècle. C'est de l'argot. Biffin, ça vient de biffe. La biffe, c'était le nom qu'on donnait au crochet qu'ils utilisaient pour récupérer dans les poubelles. Et les biffins, avant, c'était exactement comme nous maintenant. Ils récupéraient dans les poubelles, ils revendaient, comme nous. Et en fait, c'est les biffins qui sont à l'origine des Puces. C'est eux qui ont créé le marché, au début. C'était eux les premiers. Après t'as tous les brocanteurs et tous les antiquaires qui sont arrivés. Mais au départ, c'était les chiffonniers. Et à l'époque c'était légal. Même y'a encore pas si longtemps, y'a trente, quarante ans, c'était complètement toléré. Le placier il passait, il te

demandait une pièce ou deux, symboliques, et il te foutait la paix. Et puis après, ça a été répression, répression, répression... Alors que c'est des gens comme nous qui ont créé le marché, maintenant, soi-disant, c'est le marché des brocanteurs et des antiquaires mais des biffins ils veulent plus en entendre parler ?!

Fin du XIXe siècle, les chiffonniers se voient obligés de quitter le centre de Paris où ils avaient leurs Cités, leurs circuits de vente aux industries et leurs marchés. Les foires aux ferrailles se voient de plus en plus restreintes et leurs Cités détruites avec les grands travaux « hygiénistes ». C'est ainsi qu'ils en viennent à s'établir aux portes de Paris.

Aux portes de Saint-Ouen, comme sur la photo, de Montreuil et de Vanves, à d'autres portes encore, ils vont bâtir leurs maisons et établir leurs marchés, donnant ainsi naissance aux premiers marchés aux puces de la région parisienne.



Les Puces, ça remonte à 1892 ou 1894. Il y avait un café, le café des Trois canons et, autour, un terrain vague. On était une douzaine à être là le dimanche. Chacun éparpillait sa camelote sur le gazon. La place ne coûtait rien. Il y avait aussi, un peu plus loin, un café chantant. Les gens qu'attiraient ces cafés s'arrêtaient sur nos étalages. Puis un tabac s'est ouvert et après ça, une guinguette. On voyait pas mal de monde. Chaque dimanche, des nouveaux marchands s'amenaient. Si bien que la ville de Saint-Ouen s'est mise à nous réclamer deux sous pour la place occupée.

Au début du XXe siècle, le marché aux puces est officiel, patrimoine municipal comme en témoignent les cartes postales.

Et il grossit encore. Après la guerre de 14, le marché était tellement fréquenté que des gens d'affaire – ah ! Ils sont malins ces types-là ! Ils voient loin les bougres ! – ont acheté des hectares de terrain dans le quartier. Ils y ont tracé des rues, amené l'électricité puis élevé des stands qu'ils louaient très cher.

Les brocanteurs arrivent, bientôt suivis des antiquaires. Et tandis que les Puces officielles s'embourgeoisent, à côté sur la zone, le marché des chiffonniers continue de battre son plein... jusqu'à sa destruction : 1942, régime de Vichy, la zone militaire est intégralement rasée.

C'est alors que les biffins se voient nouvellement appelés « vendeurs à la sauvette ». Ils sont là dans les interstices des marchés officiels, en bordure du boulevard périphérique en construction. Leur nombre diminue au cours des dites Trente Glorieuses et puis grossit de nouveau avec la crise des années 80.

Au départ, ils restent globalement tolérés. C'était comme ça quand j'ai commencé. C'était dans les années 80. On était dans les Puces, on était quoi ? Une petite trentaine. Et alors tu t'installais, tu déballais, et puis y'avait le placier qui passait : un gros gars toujours bourré qui arrivait avec sa sacoche. Il te demandait comme ça : "C'est quoi ta place ?". Il regardait et puis : "Oh, allez, cinq balles, dix balles !".

Mais petit à petit, les contrôles se durcissent et les biffins, petit à petit, en viennent à quitter les rues des Puces pour s'installer à leurs frontières, aux portes de Paris où ils sont aujourd'hui, quotidiennement réprimés par les forces de police, et toujours ré-établis.

Sauve-Qui-Peut, les biffins se rebiffent

J'm'appelle Hakim. J'suis SDF. J'suis un biffin, comme on dit, "les biffins" : je ramasse dans les poubelles et je vends ce que les Parisiens ont jeté, pour subvenir à mes besoins parce que le RMI, ça me suffit pas... Y'a une association des vendeurs à la sauvette : Sauve-Qui-Peut... Faudrait traiter le problème là où il est. Trouver une solution pour tous ces gens qui font de la récupération en revendant ce qu'ils ont trouvé dans les poubelles. S'il vous plaît... Merci.

Hakim – 26 novembre 2008 – Mairie du 18ème arrondissement – Compte-rendu de mandat du Maire de Paris, Bertrand Delanoë.

Entre 2006 et 2009, on était 5 puis 10 puis 50. On voulait que ça s'arrête. Les descentes de police, les amendes, les coups et les manques de respect. On s'est mobilisés, des années contre la répression, pour la légalisation de notre marché.

Les biffins, ces petites gens marquées à vie par le fer qui n'ont eu qu'une vie pauvre en joie et riche en misère, cherchent, fouillent et trouvent. Ainsi leur honneur est retrouvé. Ils ne demandent rien, ni charité ni secours. Mais ces petites gens blessées dans leur âme, sont toujours méprisées, chassées, sans ménagement, et verbalisées. Pour avoir vécu tout ça, c'est pour ça qu'on s'est mobilisé ! *Les biffins sont en train d'écrire leur histoire, si modeste soit-elle, avec la sueur de leur front et le courage qui les anime. C'est l'espoir qui, comme les vers luisants et autres feux-follets, ne brille que dans l'obscurité mais c'est la flamme qui bientôt embrasera les esprits, qui sauvera le rêve et forcera les portes. Tout combat juste triomphera. (Ben – Écrits – 2009)*

En octobre, en 2009, on a obtenu finalement, un Carré. Sous le pont de la Porte de Montmartre (Paris 18^e). 100 places. 300 biffins. Habitants du 17^e, du 18^e et de Saint-Ouen. Qui tournent. C'est bien. C'est pas assez.

Un petit sourire sans arrière-pensée, trois mois après l'ouverture du Carré des biffins. Ces derniers sont contents, certains très tristes de ne pas faire partie des "élus", de ne pas jouir de ce droit de travailler dans la légalité et sans répression grâce à leur lutte et à leur engagement contre la précarité. Nous prêchons l'amour du travail de la récupération pour perpétuer cette noble et première vocation de notre cher marché, oublié des Dieux et des politiques, et violé. Nous avons juré et pris l'engagement de lui redonner, avec tous ceux qui le veulent, sa virginité car nous l'aimons tous. (*Ben, écrits, janvier 2010*)

La culture, c'est pas du superflu, c'est notre survie, notre vie !



La première ressource que nous mobilisons n'est pas économique, elle est culturelle. C'est elle qui nous permet de tenir et d'affronter au quotidien les aléas de l'existence. Que nous soyons Français, retraités, anciens travailleurs immigrés ou venus plus récemment de l'Europe de l'Est, d'Afrique ou d'Asie, jeunes ou vieux, femmes ou hommes, c'est une culture forgée sur le tas, en réponse à nos conditions de vie.

Parce que la culture, ce n'est pas que les livres ou la musique ou la danse, la culture c'est des tas de choses. C'est, par exemple, la famille qui pour nous Roms constitue la cellule de base autour de laquelle s'organisent la biffe et les camps. Pour certains d'entre nous qui vivons dans la rue, parfois depuis l'adolescence, la rue est aussi une culture malgré sa rudesse et sa violence.

C'est la culture de celle ou celui qui sait faire ces mille choses qui permettent de s'en sortir, de trouver à manger, un abri, de quoi se chauffer, qui sait ruser, jouer, déjouer, manipuler quand il faut. C'est la culture du geste de celui qui récupère et c'est une culture du fort, pas du faible, on n'est pas faibles. On en a tellement vu, pour beaucoup d'entre nous, on en a tellement bavé, qu'on en sort plus fort même si, en même temps, c'est une lutte de tous les instants.

C'est une culture de lutte, des luttes ordinaires de tous ceux qui se battent, tous les jours pour s'en sortir.

Et c'est pas que des actes. Notre culture à nous, c'est aussi celle de nos paroles. De toutes ces paroles qu'on échange au marché. C'est la culture du marché qui, quand elle peut exister, quand la police est pas là pour venir l'étouffer, est une culture du rire. On rigole au marché, on rigole quand on marchande et on rigole après. On rit pour un temps de trêve. Parce que le marché, c'est pas que le fric et les objets. Le marché, c'est l'échange, l'échange en général et c'est aussi la fête. Même si c'est dur, qu'on n'a pas beaucoup et qu'on est là pour avoir plus, un peu plus, on n'est pas là que pour ça. On est là aussi pour être avec du monde. Pour voir du monde et parler. Pour briser la solitude parce qu'on est seul, certains, très seuls, licenciés, divorcés, un peu alcooliques des fois, et ici, on sort de soi, on bouge à l'intérieur de nous en bougeant avec les autres. C'est comme l'eau, vous voyez, l'eau qui stagne elle est pas bonne à boire, mais l'eau qui coule, qui voit du pays, qui porte des choses avec elles, elle on peut y mettre ses mains et la boire.

C'est tout ça notre culture et c'est beaucoup pour nous.

Pour beaucoup d'entre nous, femmes, c'est ce qui nous a permis de quitter nos maris, violents, jaloux, radins aussi, qui nous empêchaient de sortir, et la biffe et le marché, ça nous a permis de nous affirmer et finalement de divorcer.

Pour beaucoup d'entre nous, hommes, qu'on a licenciés sans respect, c'est ce qui nous a permis de continuer à faire, d'avoir une place, un rôle, d'utiliser nos têtes et nos mains et de nous sentir encore faire partie des utiles au monde.



Et pour nous, jeunes Roms en quête d'autres jeunes, d'amis, d'amoureux même, ou d'amoureuse, le marché c'est aussi fait pour se rencontrer, rencontrer d'autres Roms, venus d'autres camps, d'autres villes et

même d'autres pays, et rencontrer d'autres gens, des Français, des non Roms, venus d'ailleurs, jeunes et moins jeunes. Rencontrer et apprendre avec.

Enfin la culture, ce n'est pas que la nôtre, c'est aussi celle de nos clients, celle qui se crée entre eux et nous.

C'est nous les clients, nous aussi, qui faisons la culture des places des marchés biffins. Nous qui avons le goût de la chine, une chasse au trésor la chine, et qui n'a pas de fin. C'est le truc que tu cherches, que tu sais que tu vas trouver, tu ne sais pas où, ni quand, ni quoi, mais tu sais que ça va arriver. C'est une quête qui mêle l'utile à l'agréable. Il y a l'utile bien sûr, ce truc dont tu as besoin, que tu n'as pas les moyens d'acheter neuf ou chez les brocs, parce que t'es sans emploi, au Rsa, ou autre, et que les trucs de riche, eh ben, c'est pas pour toi. Mais y'a aussi l'agréable, le truc à un euro dont tu n'as pas besoin forcément mais dont tu as envie, que tu pourrais t'offrir, peut-être. Et pourquoi nous, comme tout le monde, on aurait pas aussi droit à ces plaisirs qui ne sont pas de l'ordre du strict nécessaire mais qui rende la vie un peu plus douce et belle ?

Rendre la vie un peu douce et belle, c'est ça aussi la culture, c'est ce qui fait notre vie et pas que notre survie qui fait qu'on est là au marché, biffin et clients de biffin.

La déclaration des droits culturels de Fribourg vise à garantir à chacun la liberté de vivre son identité culturelle, comprise comme « l'ensemble des références culturelles par lesquelles une personne, seule ou en commun, se définit, se constitue, communique et entend être reconnue dans sa dignité ». Selon l'article 2a, le terme « culture » recouvre les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement. Cette définition de la culture fait de la dignité l'enjeu fondamental de la diversité culturelle et place la personne au centre, ainsi que le fait la convention-cadre européenne de Faro, traitant de « la valeur du patrimoine culturel pour la société » et adoptée en 2005, qui repose non pas sur l'objet patrimonial, mais sur son sujet bénéficiaire : toute personne a droit de participer au patrimoine en tant que ressource de développement durable et de qualité de la vie. Le patrimoine immatériel appartient ainsi au domaine reconnu par l'UNESCO de la « culture immatérielle » constituée par les cultures populaires et professionnelles, telles que la culture du geste des artisans ou la culture ouvrière, au même titre que d'autres cultures.

La rue, c'est pas vide, c'est l'espace de tous !

Pour nous la rue, ce n'est pas comme un lieu vide, pas le lieu de personne. La rue, c'est l'espace de tous. C'est un espace de travail, de rencontres et de vie. C'est dans la rue que nous récupérons et vendons nos objets. C'est aussi parfois dans la rue que nous habitons.

Bien sûr, nous ne sommes pas les seuls usagers de la rue. Il y a les commerçants, les riverains, ceux qui ne font qu'y passer et puis il y a nous, ceux qui la pratiquent et qui comptent sans doute parmi ses meilleurs connaisseurs, qui connaissent le moindre de ses recoins, de ses occasions, où trouver où dormir, de quoi manger, qui rencontrer, ici un ami du quartier, là une vieille connaissance, ici et là des espaces où faire de nouvelles rencontres.

Il y a ceux d'entre nous qui connaissons un quartier en particulier, parce que nous y résidons, ou parce que c'est là et pratiquement que là que nous avons et trouvons nos ressources et nos liens. Et puis il y a nous qui habitons loin. Et nous notre espace à nous, il est fait de plein de quartiers. Il est parisien, banlieusard, de proche et de grande banlieue. Pour nous, les Roms surtout, il peut s'étendre beaucoup, des lieux de nos camps, en lointaine banlieue, aux lieux des marchés, dans Paris, en passant par les espaces, multiples, éparpillés, de nos récupérations.

Et notre espace à nous, Roms et biffins tous confondus, il n'est pas immobile. Il est mouvant, circulant. On "tourne" comme on dit, des nuits entières à chercher. On sillonne Paris, en bus, à pieds, avec sac ou caddie, les petites et les grandes couronnes, en RER, en bus encore, en voiture parfois quand on en a. On circule beaucoup, de chez nous au marché aux rues pour récupérer. Et on circule aussi de marché en marché, quand la répression s'accroît là, on va ici puis là, quand elle reprend ici. On circule, on aime ça des fois, des fois on aimerait bien aussi circuler moins.

C'est comme ça au marché, c'est aussi comme ça au squat, au campement, dans les camps. Il y a nous, immigrés ou Français plus ou moins solitaires, qui nous faisons dégagés des coins de rue, des immeubles désaffectés ou des camps de quelques six baraques que nous construisons dans Paris. Il y a nous Roms et nos campements qui nous aussi, chaque fois, nous faisons expulsés. Et encore l'endroit à trouver, les maisons à reconstruire, comme si on n'avait, nous, pas le droit d'habiter, ni d'habiter le marché, ni même d'habiter nos maisons...

La rue a toujours été un espace négocié. Pourquoi chacun ne pourrait pas y trouver une place sans qu'elle ne soit la possession de certains ? Contrairement à certains slogans qui revendiquent une « reconquête » du territoire, une « civilisation » des quartiers, nous, on demande simplement quelques espaces pour un temps. Nos marchés sont temporaires. Ils

sont, au bout du compte, comme des villes éphémères qui se construisent, comme toute ville, autour du point d'eau que fait la biffe pour ses marchands comme pour ses clients, qui se construisent au matin pour se défaire le soir, que se construisent les week-ends pour disparaître la semaine.



La gêne, les nuisances, la saleté sont invoquées pour nous chasser, mais c'est le fait de nous chasser qui provoque le plus de désordre. Notre présence ne crée pas d'insécurité. C'est sûr, les habitants, souvent, nous trouvent envahissants, salissants, et quelque part on les comprend. Ils nous regardent mal mais c'est parce qu'au fond, on leur rappelle trop qui ils sont, où qui ils ont été. Parce que les habitants des quartiers de nos marchés, au fond, ils sont comme nous. Beaucoup ont beaucoup galéré, beaucoup galère encore, et notre pauvreté leur rappelle la leur. Mais on n'y est pour rien. C'est pas nous le vrai problème. Et si on nous donnait des lieux, et si on nous laissait exister, si on nous laissait nous ancrer un peu, on saurait faire attention comme on fait attention quand on récupère, parce qu'on sait que pour pouvoir continuer de récupérer, il faut laisser propre et tout bien derrière nous, on fait attention. On sait bien respecter les autres et l'espace commun et on sait aussi bien ce qu'on a, nous, à y gagner. Mais comment voulez-vous qu'on fasse attention, à ce qu'on laisse derrière nous, quand on doit partir d'un seul coup de peur de se prendre une amende ou pire encore, de se faire confisquer la marchandise qu'on a passée des heures à récupérer, tout notre travail évaporé en fumée ?

Si on avait un espace, un accueil, un petit mot matériel de bienvenu, si on avait un temps, pour s'établir, pour nous sentir un peu chez nous - ce qu'on nous fait peu sentir -, l'espace serait nôtre aussi et pas que celui des autres comme c'est trop souvent comme ça qu'on se sent, chez les autres et mal venus, si... alors tout pourrait être bien différent.

La séparation du commerce populaire et de l'espace public est relativement récente dans l'histoire de la ville. Elle est encore inexistante dans bien des pratiques populaires : quand espace professionnel et espace public s'entrecroisent, un espace se définit, appropriable par chacun selon ses besoins professionnels. Nous réclamons le droit à une « pratique populaire de l'espace ». Reconnaître ainsi notre maîtrise d'usage, c'est nous reconnaître comme acteurs créateurs de la ville. Pour reconnaître ce droit concrètement, on pourrait envisager, suivant une démarche ascendante, un élargissement progressif des cercles de proximité et des innovations qui se nourrissent, à la base, d'insatisfactions.

Économie souterraine ? Non, économie populaire !

On dit parfois de notre économie qu'elle est « souterraine », comme si le fait d'être pauvre impliquait d'être sous terre ! On dit aussi qu'elle est informelle, comme si elle était sans forme, ou qu'elle est une zone grise, comme si elle était tout entière illégale. Les objets que nous récupérons n'appartiennent plus à personne, du moment où ils sont jetés. C'est le déchet par définition. Nous ne le volons pas. Nos marchés ont des formes faites de règles collectives, d'horaire et de place et prix. Et ils ne sont pas cachés. Leur nature ne diffère pas du marché populaire ou de la brocante, d'autres activités de récupération ou de réparation.

Notre économie est bien plutôt populaire : elle s'articule autour de la recherche des sources de vie. Regardez les marchés aux puces, les marchés biffins d'hier et d'aujourd'hui. Que ce soit fin XXe, après guerre courant XXe, ou que ce soit aujourd'hui, sous le poids de toutes ses crises, les Puces, c'est comme un Oued. Comme on l'a déjà dit. La biffe, c'est comme de l'eau et le marché la ville éphémère qui se construit pour vivre autour du point d'eau.

On parle aussi souvent d'économie solidaire. Nous on veut bien "solidaire" et quand on peut, régulièrement, on agit "solidaire". Mais comment voulez-vous être durablement solidaire quand la police vous empêche de faire votre économie ? Solidaire, oui! Mais alors il faut nous laisser, il faut nous laisser faire. Pour qu'on puisse être solidaires, avec les autres et entre nous, il faut aussi que vous, qu'on soit solidaire avec nous. Quand on n'a pas l'argent pour payer le prix des places des brocantes ou des vide-greniers, la solidarité, c'est savoir donner la place à celui qu'a pas les moyens de se la payer. C'est donner ou c'est pas cher. On pourrait imaginer des marchés participatifs, à prix libres et chacun donnerait en fonction. Pour que soit possible enfin une économie solidaire et populaire à la fois.



Nous laisser faire, autogestion. L'autogestion, c'est notre force, c'est celle qu'on a cultivée dans bien des pans de nos vies. C'est la forme qu'on a donnée à notre économie. Nous l'enlever c'est empêcher notre économie d'exister. Au départ, autogérés, c'était pas forcément choisis. Au, départ autogéré, c'était pour fuir les gestions par le haut qui nous exploitaient, les patrons, qui nous méprisaient, les institutions, qui nous violentaient, les maris. Et puis, autogestion, c'est devenu notre savoir-faire, une part de notre culture comme on disait tout à l'heure. Maintenant, pour bon nombre d'entre nous, autogestion, c'est notre force et c'est notre désir et c'est aussi ça qui fait et fera notre économie populaire.

Une économie populaire n'est pas seulement une économie de survie au rez-de-chaussée des villes. C'est aussi une autre manière de déterminer la nature et la qualité des ressources fondamentales et la manière collective de les gérer, en somme un modèle alternatif de gouvernance. Alternative sociale, l'économie populaire pourrait ainsi favoriser un renouveau démocratique "par le bas", qui subordonnerait l'économie à la visée d'un développement durable, pondérant les aspects économiques d'une activité en fonction de ses dimensions sociales et environnementales. Elle pourrait par ailleurs promouvoir un modèle économique « d'auto-réalisation » : un développement endogène qui s'appuierait sur les capacités d'auto-organisation et les compétences collectives développées par tous les différents acteurs d'un territoire donné, à commencer par les récupérateurs vendeurs. Pour la reconnaissance d'une économie du commun.

Pas sous-prolétaires, travailler les déchets, c'est un métier !

On n'est pas des assistés, pas des miséreux. On demande pas la charité, on travaille! Et notre travail, sous bien des aspects, on l'aime, au moins on l'apprécie.



Bien sûr, ça ne veut pas dire, qu'au départ on ait choisi. Beaucoup d'entre nous on eu honte au début, récupérer dans les poubelles, c'est dur. C'est dur parce que dans le regard des gens, c'est dégradant. C'est ça, c'est le regard des autres. C'est d'abord les regards. Y'en a qui ont des regards. L'impression que s'ils pouvaient te mettre encore plus bas que tu ne l'es déjà... Le regard, c'est comme une soumission, y'a des regards qui soumettent. Qui *peuvent* soumettre. Mais toi, tu fais tout pour ne pas. Tu cultives ton amour-propre et, au bout du compte, tu n'es pas ce que les autres pensent de toi que tu es. De toute façon, tu n'as pas le choix. Au départ, c'est ça : tu dois subvenir à tes besoins, souvent à ceux de ta famille, t'as des enfants, ou si t'en a pas, c'est ta peau à toi, déjà qu'il faut sauver. Et alors, tu passes au-dessus. Et t'es

fier même, d'arriver à faire ce que tu fais, d'arriver à passer au-dessus de ce que les autres pensent de toi, parce que ça c'est une force, une force énorme, peut-être même la première. Et c'est ça, ça rend fort. Tu dépasses la honte et après tu réalises que comme tout métier, la biffe a aussi son lot de choses agréables et bonnes. Tu te rends compte que t'es libre, libre de chercher quand tu veux, de trouver c'que tu trouves, de vendre au prix que tu veux, à l'heure que tu veux. Plus de patron pour te dire quoi faire et t'engueuler dès qu'il peut. Plus de mari pour t'obliger parce que c'est lui qui gagne l'argent. Et tu finis par cultiver un amour du métier.

Parce que c'est un métier. Plein de mille savoir-faire et où il faut toujours apprendre, encore et encore. La valeur des objets, la tête des clients, les lieux pour récupérer, les lieux pour vendre, et les techniques pour bien récupérer, bien vendre. La relation marchande, c'est jamais que l'argent, c'est aussi et d'abord la communication. Tu choisis tes objets, tu présentes ton étal, tu engages la conversation. Selon les clients, tu t'adaptes. La biffe aussi c'est du commerce. Tu sens, au feeling, selon sa tenue, son allure, aussi ce qu'il a dans les yeux, comment faut lui parler, est-ce qu'il va acheter, combien il achèterait. Celui qu'a les yeux qui brillent, parce que ton objet, il le veut. Celui qu'a pas les yeux qui brillent mais c'est parce qu'il fait semblant. Celui qui n'achètera probablement pas mais alors il faut l'amadouer, le faire rire, le prendre par le bon côté.



C'est un métier et un métier qui avant, était reconnu comme tel. Il n'y a pas si longtemps : les chiffonniers avaient un badge et une autorisation pour récupérer dans les poubelles. La mécanisation de la récupération et la destruction industrielle n'ont, malgré tout, pas éliminé l'utilité de notre travail. Nous contribuons au tri, à la mise en valeur, à la petite réparation, parfois même à la transformation de l'objet. Ne pas avoir de statut juridique ne veut pas dire pour autant ne pas avoir de métier, nos voisins les brocanteurs l'ont parfois oublié. Notre travail est invisible parce que dévalorisé et dévalorisé parce qu'invisible. Nous ne sommes pas des sous-prolétaires, mais des entrepreneurs sociaux, nous avons des compétences pas seulement en matière de récupération, mais aussi en matière d'organisation des marchés. Nous méritons le titre « d'agents éco-développeurs ».

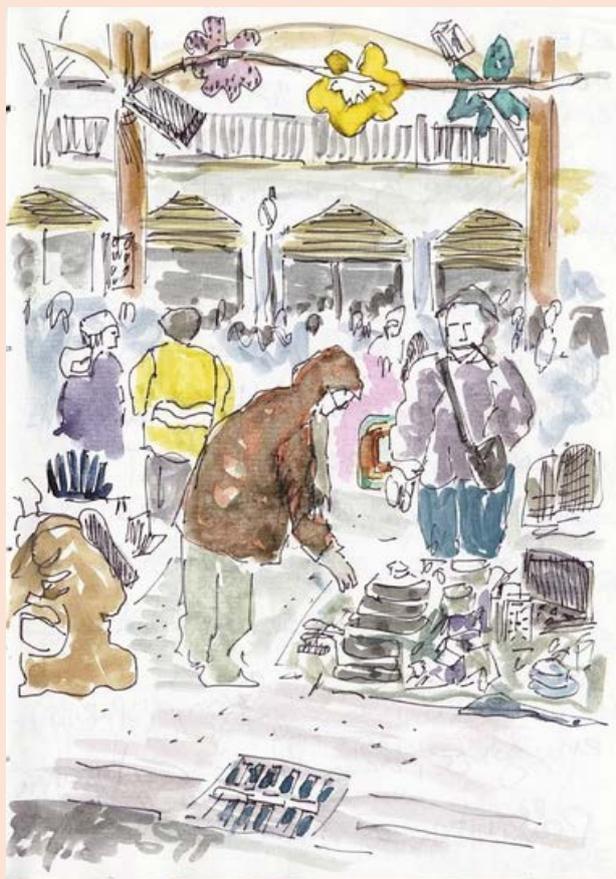
Le droit au travail appartient aux droits humains fondamentaux, droit que s'accaparent à défaut d'en être bénéficiaires, les récupérateurs-vendeurs. Les reconnaître comme travailleurs, autrement dit reconnaître comme travail un travail aujourd'hui informel ne présage pas de leur maintien dans l'économie informelle. Cela pourrait, bien au contraire, permettre de dresser des passerelles. « Le travail informel désigne ces activités qui se situent en dehors du champ réglementé et formalisé du point de vue fiscal et social. Il se caractérise par une facilité d'entrée, une faible séparation entre travail et capital, une utilisation intensive de la main-d'œuvre et une division minimale du travail ». La notion d'« informalité » permet de comprendre certains phénomènes difficilement appréhendables à partir d'autres registres professionnels. Cette reconnaissance sociale et/ou juridique pourrait ainsi participer à la « construction du travailleur » et à son renforcement (attribution de droits, d'un statut, de compétences, d'une rémunération).

RUES MARCHANDES

Le collectif Rues Marchandes est né fin 2014 de la nécessité de provoquer une intelligence collective autour de la question des récupérateurs-vendeurs, regroupant autour d'eux militants, citoyens, chercheurs, créateurs, formateurs, travailleurs sociaux, entrepreneurs et innovateurs de l'économie sociale, etc. Cette démarche de recherche-action reflète en creux l'absence de connaissances et de reconnaissance pour cette activité sociale culturelle et économique.

Le premier chantier de ce collectif a été de créer un pôle de ressources dont le site <http://recherche-action.fr/ruesmarchandes/> est l'une des expressions. Ces ressources partagées permettent de mettre à disposition des outils pour susciter des réflexions et des rencontres autour des problématiques soulevées par les biffins en matière de culture, d'espace public, d'économie populaire, de statut du travail, etc.

Les rues marchandes décrivent aussi concrètement la possibilité de provoquer, négocier et accompagner des expérimentations dans l'espace urbain susceptibles de prendre en compte l'ensemble du travail des récupérateurs vendeurs et du cycle économique de l'objet



Dessin de Felipe Vincenot

: récupération, tri, stockage, valorisation, vente... les rues marchandes se conçoivent dans ce sens comme un dispositif méthodologique et opérationnel inventant de nouvelles formes de collaboration avec tous les partenaires concernés en les invitant à partir d'un processus du bas vers le haut, de la maîtrise d'usage à la maîtrise d'ouvrage.

© 2016 Rues Marchandes - <http://recherche-action.fr/rues-marchandes/>

Contact : rues-marchandes@recherche-action.fr